

DAWN *Informe*



**IMPACT SUR
LE GENRE DE
L'ENGAGEMENT
DE LA CHINE DANS
LE SUD GLOBAL**



DAWN Informe est la publication périodique de DAWN contenant les dernières analyses, critiques et commentaires de l'organisation.

DAWN fournit un cadre analytique qui a changé les termes du débat sur les questions concernant les femmes dans le monde entier. Ses analyses continues portant sur les crises systémiques et imbriquées de la dette, la détérioration des services sociaux, la dégradation de l'environnement, l'insécurité alimentaire, les fondamentalismes religieux, les militarismes et conservatismes politiques se fondent sur l'expérience de femmes pauvres vivant dans les pays du Sud économique.

DAWN Informe est un espace de libre circulation de ces idées et est publié depuis les années 1980.



DAWN est un réseau d'universitaires et d'activistes féministes du Sud économique, engagées dans la recherche féministe et l'analyse de l'environnement mondial, travaillant pour le développement durable, la justice économique et la justice de genre.

SOMMAIRE



5 Introduction : La coproduction du savoir féministe du Sud dans la Chine globalisée

par Cai Yiping



11 L'impact sur les femmes de la coopération chinoise pour le développement à Trinité-et-Tobago

par Annita Montoute, Jacqueline Laguardia Martinez, et Deborah McFee



16 Impacts sur le genre de l'engagement de la Chine dans les pays insulaires du Pacifique : études de cas des projets d'infrastructure de la BRI à Tonga et Vanuatu

par Vasemaca Lutu



20 Projets miniers chinois en Équateur et au Pérou : impact sur le genre et l'agentivité des femmes

par Diana Castro Salgado



24 Impacts sur le genre et l'environnement de la mine de lithium de Bikita au Zimbabwe

par Hibist Kassa et Zinzile Fengu





29 Renforcement du pouvoir des femmes dans l'agriculture nigériane : évaluer les effets de la coopération agricole entre la Chine et le Nigeria sur les moyens de subsistance des petites exploitantes, le renforcement des capacités et l'évolution des normes sociales

par Ishola Itunu Grace



34 Implications des accords de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité dans les Îles Salomon :

Une étude de cas comparative sur la coopération bilatérale en matière de sécurité entre la Chine et les Îles Salomon et le traité bilatéral de sécurité entre l'Australie et les Îles Salomon

par Patricia Sango Pollard



38 La question du genre dans le 'soft power' exercé par la Chine dans le Sud Global

par Govind Kelkar et Ritu Agarwal



42 Quand la société civile conteste la Chine globalisée :

Défis et opportunités des actions transnationales de la société civile en matière de genre dans les projets d'infrastructure soutenus par la Chine dans le Sud global

par Laura Trajber Waisbich



[retour au sommaire](#) ↑

INTRODUCTION

LA CO-PRODUCTION DU SAVOIR FÉMINISTE DU SUD DANS LA CHINE GLOBALISÉE

par Cai Yiping



Contexte

L' influence croissante de la Chine sur la scène internationale est un sujet de plus en plus présent dans la recherche, les initiatives et les reportages des médias, avec un intérêt prononcé pour les investissements de la Chine à l'étranger, en particulier la "Belt and Road Initiative" (BRI - Initiative la ceinture et la route) et les implications politiques, socio-économiques, environnementales et en matière de droits humains, dans le contexte de la géopolitique mondiale et des dynamiques régionales. Cependant, la question du genre n'a pas fait l'objet d'une attention suffisante. Les dirigeants chinois ont récemment réaffirmé leur engagement en faveur de l'égalité des sexes et du développement des femmes au niveau mondial, notamment en accordant un financement à ONU Femmes pour mettre en œuvre le cinquième objectif de développement durable (ODD), relatif à l'égalité des sexes, et au renforcement du pouvoir des femmes et en mentionnant, pour la première fois, l'égalité des sexes et le développement des femmes dans le document d'orientation de la Chine sur la coopération internationale, intitulé "*Nouvelle ère de la coopération pour le développement international de la Chine*".

↑ En 2022, DAWN, en collaboration avec des chercheuses du Sud, entreprenait un projet de recherche visant à analyser l'impact sur le genre de l'engagement de la Chine dans le Sud global. Cette recherche exploratoire a impliqué des chercheuses, aux connaissances approfondies et pluridisciplinaires, originaires de diverses régions - Afrique, Asie, Pacifique, Amérique latine et Caraïbes. Les huit études de cas examinent les implications profondes et multidimensionnelles de l'engagement global de la Chine dans le Sud et la façon dont les différents secteurs, y compris l'État, les entreprises, les sociétés civiles et les communautés locales, y réagissent.

Co-production de la connaissance et critique féministe du Sud - Études de cas

Le réseau DAWN a élaboré un cadre analytique pour guider cette recherche. Ce document examine la trajectoire de l'engagement mondial de la Chine, au cours du dernier demi-siècle : la transition d'une économie planifiée à une économie de marché par la mise en œuvre de réformes économiques et de politiques d'ouverture depuis la fin des années 1970 ; l'accélération de l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale néolibérale après son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001 : et son expansion mondiale en cours avec le lancement de la BRI et de nouvelles institutions

↑

financières internationales, telles que la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII) et la Nouvelle banque de développement (NDB) ou la banque des BRICS. DAWN identifie l'impact mondial de la Chine sous trois aspects distincts et interdépendants : 1) la défense du multilatéralisme et le rôle proactif de la Chine dans les mécanismes multilatéraux tels que le système des Nations unies (ONU) ; (2) le remodelage du paysage de la coopération internationale pour le développement par le biais du financement, de l'aide et des prêts en matière de développement ; et (3) la création de nouvelles initiatives et de nouveaux mécanismes bilatéraux et multilatéraux, tels que la BRI, l'Initiative pour le développement mondial (IDM), le Forum sur la coopération sino-africaine et la zone de libre-échange Chine-ASEAN. DAWN examine également les politiques de genre et l'activisme féministe dans la Chine contemporaine, tant au niveau national qu'international. Au niveau national, il existe un paradoxe entre les politiques de l'État qui s'engagent à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et la persistance des inégalités entre les sexes. Au niveau mondial, il convient de noter le fossé existant entre le discours et la pratique dans l'engagement mondial de la Chine : le langage d'égalité des sexes et de développement des femmes dans les documents gouvernementaux sur la coopération internationale pour le développement contraste avec l'absence de lignes directrices opérationnelles et la faiblesse de la mise en œuvre des programmes de coopération au développement.

DAWN reconnaît que l'impact sur le genre de l'engagement de la Chine dans le Sud global résulte à la fois d'un processus dynamique d'action, d'interaction et de contestation impliquant de nombreux acteurs. Par conséquent, il ne peut être évalué que dans différents endroits, simultanément et de manière globale, et est particulièrement ancré dans les réalités du Sud. En tant que réseau féministe du Sud, DAWN croit fermement que les perspectives et les expériences des femmes du Sud global doivent être au centre de ces analyses, ce qui n'est possible que par le dialogue, la collaboration et la solidarité.

Au cours de ces deux dernières années, DAWN a collaboré avec des universitaires du Sud pour réaliser huit études de cas, dont les résumés sont présentés dans ce numéro de DAWN Informe. Chaque étude de cas explore une ou plusieurs des questions suivantes dans un contexte régional ou national :

(1) Quel est le rôle du genre dans l'engagement mondial de la Chine ?

(2) Comment les investissements et les projets d'aide chinois influencent-ils l'égalité des sexes, la vie des femmes et les droits humains dans les communautés locales ?

(3) En tant que “nouvel acteur”, les investissements et les programmes de développement de la Chine à l'étranger diffèrent-ils de ceux des donateurs et investisseurs traditionnels en termes de politiques d'égalité des sexes et d'évaluations de l'impact sur l'égalité des sexes ? Dans l'affirmative, comment ? Dans le cas contraire, pourquoi ?

(4) Comment les mouvements féministes et sociaux du Sud renforcent-ils les droits des femmes et l'égalité entre les sexes et assurent-ils la justice sociale et environnementale face aux impacts potentiellement négatifs de l'aide et des investissements étrangers chinois ?

L'objectif de cette collaboration est de remettre en question le cadre étroit de l'engagement mondial de la Chine, défini par une approche top-down sous la direction de l'État, et de se débarrasser ainsi du racisme occidental et du contrôle totalitaire de la production de connaissances. Ces études de cas contribuent au domaine des connaissances sur la Chine globalisée en examinant, sous différents aspects, les conséquences sur les femmes de son empreinte mondiale. Ce travail a également pour but de tenir les États et les entreprises, du Sud comme du Nord, responsables de la sauvegarde des droits humains et du bien-être des femmes et des populations du Sud.

Ces cas concrets et ces études empiriques fondées remettent en question le macro-récit sur l'influence mondiale de la Chine, en se concentrant sur le lien local-mondial et en privilégiant l'approche bottom-up. Ces documents couvrent un large éventail de sujets pertinents - le soft power de la Chine, les femmes, la paix et la sécurité, l'activisme de la société civile et l'investissement dans l'exploitation minière, les infrastructures et l'agriculture : ils examinent les différents secteurs - des États, des secteurs d'activité et des institutions financières aux donateurs traditionnels et aux agences internationales de développement, en passant par les communautés locales, les sociétés civiles, les organisations de femmes et les groupes locaux - tout en décrivant la complexité et l'interdépendance du processus de développement de l'empreinte mondiale de la Chine et les nouveaux ordres mondiaux que ces engagements contribuent à créer. Ils placent l'action des femmes au centre de leurs préoccupations au lieu de les considérer, tout simplement, comme des victimes passives ou un groupe vulnérable. Ils mettent en parallèle la responsabilisation de l'État et des entreprises chinoises et le renforcement de la capacité des pays en développement à négocier avec la Chine et d'autres acteurs du développement. Cette recherche exploratoire remet donc en question l'image monolithique dominante de la montée en puissance de la Chine et de la victimisation

du Sud, qui est souvent biaisée par le colonialisme, l'orientalisme et le récit du péril jaune, afin d'explorer la possibilité d'une nouvelle relation Sud-Sud. En tant que nouvel acteur du développement, l'engagement de la Chine dans le Sud mondial ne doit pas simplement renforcer le syndrome de dépendance entre donateurs et bénéficiaires, qui a traditionnellement frappé le Sud dans les partenariats de développement.

L'égalité des sexes et le développement des femmes sont des objectifs réalisables qui devraient être prioritaires dans l'ordre du jour de la coopération au développement de la Chine, avec des lignes directrices opérationnelles appropriées et des ressources financières adéquates. Ils ne devaient pas être considérés comme en contradiction avec les principes de non-ingérence et de non-conditionnalité de la politique étrangère de la Chine. Ces études de cas suggèrent que les pays bénéficiaires, en tant qu'agents actifs, ont la responsabilité de promouvoir leur propre agenda, en matière de genre, dans les projets de coopération au développement exécutés avec la Chine et tout autre partenaire de développement. Ce n'est que de cette manière que l'on pourra réimaginer une relation Sud-Sud et un dialogue féministe transnational significatif.

Regarder vers l'avenir

DAWN considère ce projet de recherche comme un exemple de production collaborative de connaissances féministes du Sud, car il offre un espace de dialogue, de critique, de débat sur le sujet et de réflexion sur les positions des unes et des autres, plutôt que de rechercher un consensus. Par exemple, les chercheuses ont souvent des opinions divergentes sur les questions des approches "centrées sur l'Occident" et "centrées sur la Chine", sur la manière d'évaluer les impacts lorsque certains projets chinois ne sont même pas mis en œuvre et sur la question de savoir si certains concepts et catégories, tels que le néocolonialisme, le capitalisme d'État, le féminisme d'État, le néo-impérialisme et le Consensus de Pékin, peuvent être appliqués à la Chine, sans une contextualisation et une problématisation appropriées. DAWN reconnaît également que le sujet de cette recherche, la Chine mondiale, est en constante évolution et nécessite, de ce fait, des analyses collectives féministes soutenues pour comprendre sa dynamique complexe.

Cette recherche a été menée pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a rendu extrêmement difficile les visites de terrain des chercheuses, pour collecter des données empiriques de première main, en raison des blocages, des difficultés de mobilité et des contraintes financières. Certaines d'entre elles ont dit avoir été frustrées des réponses obtenues des informateurs clés et du manque de données et de communication de la part des acteurs qu'ils souhaitaient étudier. En outre, la géopolitique actuelle et le

fossé idéologique profond entre la Chine et l'Occident peuvent rendre impossible, voire inutile, tout dialogue constructif. Les chercheuses ont identifié ces défis comme des défis communs. La question qui se pose donc, aux féministes du Sud, c'est : le dialogue et la solidarité féministes Sud-Sud peuvent-ils désintoxiquer la misogynie, le patriarcat, le militarisme, le nationalisme, l'impérialisme, le colonialisme et le capitalisme néolibéral ? Peuvent-ils nous permettre de réimaginer un programme féministe qui place les droits humains, la dignité et l'autodétermination, ainsi que la justice économique et écologique, au centre des priorités ? DAWN invite les chercheuses et les activistes féministes du Sud à travailler et à réfléchir ensemble pour explorer les réponses. 📌

Bibliographie

- Alexander, M. J. et Mohanty, C. T. (éds.). (1997) *Feminist Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures*. Routledge.
- Cai, Y. et Yu, Y. (2022). *An Analytical Framework on the Gender Impact of China's Global Engagement in the Global South*. Suva : DAWN. [\[en ligne\]](#)
- Lee, C. K. (2022). *Global China at 20 : Why, How and So What ? The China Quarterly 250* (juin) : 313-31.
- Rofel, L. et Rojas, C. (éds.). (2022). *New World Orderings : China and the Global South*. Duke University Press.
- State Council Information Office of the People's Republic of China (SCIO). (2021) *China's International Development Cooperation in the New Era* [\[en ligne\]](#)



Cai Yiping

Cai Yiping est membre du comité exécutif de DAWN. Elle co-dirige l'équipe d'analyse thématique sur la santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR) de DAWN avec Vanita Mukherjee. Elle a été chercheuse associée à l'Institut d'études féminines de la Chine (2006-2008)) et a été journaliste pour China Women's News (1995-2005) : elle a beaucoup écrit sur la question des droits humains et du développement des femmes. Ses recherches portent sur le mouvement féministe transnational, notamment dans les pays du Sud, la santé et les droits sexuels et reproductifs, les médias et la communication. Elle a été membre du groupe consultatif de la société civile Asie-Pacifique d'ONU Femmes de 2013 à 2016 et est conseillère pour le mécanisme d'engagement régional des OSC en Asie-Pacifique, créé en mai 2014.

Elle est candidate au doctorat au département des études mondiales et internationales, Université de Californie, à Irvine, sur le thème du genre et de la Chine globalisée.



**L'IMPACT DU
DÉVELOPPEMENT
CHINOIS SUR
LES FEMMES À
TRINITÉ-ET-
TOBAGO**

*par Annita Montoute,
Jacqueline Laguardia Martinez,
et Deborah McFee*

↑

Les travaux de recherche sur les relations Chine-Caraïbes font peu cas des questions relatives aux femmes et au genre. Face à cette insensibilité au genre dans la littérature académique et dans les pratiques politiques relatives à la coopération Chine-Caraïbes, cet article examine la place des femmes dans la coopération chinoise au développement dans les Caraïbes, à partir des cas de la zone industrielle de Teck Phoenix Park Industrial Estate et de l'Hôpital de Couva, à Trinité-et-Tobago. Pour entreprendre cette exploration, nous avons posé la question suivante : quels sont les impacts des projets chinois de développement sur les femmes, c'est-à-dire comment la coopération chinoise au développement renforce-t-elle ou prive-t-elle les femmes de leur autonomie, dans le contexte des Caraïbes ? En examinant des projets spécifiques et en se concentrant sur les communautés et les femmes, le document privilégie, autant que possible, une approche multidisciplinaire plutôt que le cadre typiquement étatique et hiérarchique de la coopération chinoise pour le développement.

Aux fins du présent document, les droits des femmes sont des droits humains. La protection de ces droits nécessite des approches spécifiques et ciblées du développement économique qui tiennent compte des particularités de la position économique, politique et sociale des femmes. Nous reconnaissons que femmes et genre ne sont pas interchangeable : l'un ne peut pas remplacer l'autre. Le terme "femme" est utilisé pour représenter les personnes de sexe féminin, tandis que le terme "genre" est considéré comme une construction sociale plus complexe. La construction du genre et le processus par lequel nous cherchons à analyser la place des femmes sont largement influencés par la théorisation postmoderniste caribéenne, une forme de féminisme du tiers monde axée sur les Caraïbes.

Pour déterminer la façon dont la coopération chinoise pour le développement renforce ou affaiblit les femmes dans les Caraïbes, nous avons commencé par présenter une approche générale de la coopération au développement de la Chine, afin de situer le cadre politique de son engagement dans les Caraïbes. Nous avons adopté une méthode de recherche qualitative basée sur un paradigme interprétativiste.

Dans le contexte de Trinité-et-Tobago, la présence chinoise s'est surtout manifestée dans le secteur de la construction. Ce secteur étant largement dominé par les hommes et les

travailleurs chinois, on n'observe pas de corrélation claire entre l'emploi des femmes et les mouvements de capitaux chinois dans le pays. Il convient de noter que, bien que certaines femmes aient occupé des postes de direction dans bon nombre de ces entreprises, le secteur reste largement dominé par les hommes.

L'analyse de l'impact de deux projets chinois de coopération au développement montre une implication limitée des organisations de la société civile et de l'activisme sur les questions touchant aux femmes. Dans le cas du parc industriel e TecK, aucune activité n'a été identifiée dans les secteurs où les femmes sont traditionnellement présentes. Il n'y a pas eu d'analyse des besoins ou de l'impact en matière de genre, ni de réflexion sur les besoins spécifiques des femmes, lors de la conception du projet. Leurs besoins, liés au double rôle de pourvoyeuses de soins et de travailleuses des femmes des Caraïbes, sur le lieu de travail, n'ont pas été pris en compte dans ces deux cas.

La recherche n'établit pas de corrélation claire entre l'emploi des femmes et les mouvements de capitaux chinois dans le pays, en particulier dans le cas du parc industriel. Ce projet n'a pas ciblé spécifiquement l'emploi des femmes et n'a pas non plus érigé, en principe directeur du processus de coopération, les préoccupations et les inégalités plus larges en matière d'emploi des hommes et des femmes. Bien qu'il y ait des espaces pour les petites et microentreprises, dans lesquelles les femmes tendent à avoir une participation significative, cela n'était pas le résultat d'une stratégie délibérée et le processus de passation des marchés ne visait pas à attirer des entreprises détenues et gérées par des femmes ou à promouvoir l'esprit d'entreprise chez les femmes.

Dans le cas de l'Hôpital de Couva, il est clair, cependant, que les femmes bénéficient énormément des divers services offerts, dont beaucoup sont très demandés par elles-mêmes et leurs enfants. La fréquentation du centre de formation en soins infirmiers de l'hôpital est essentiellement féminine, car la profession d'infirmière est dominée par les femmes. Sur la base des résultats de la recherche, nous considérons qu'il ne suffit pas, pour la Chine, d'avoir des positions politiques en faveur de l'équité entre les sexes, de renforcement du pouvoir des femmes et de leur agentivité, il lui faut les transposer dans sa stratégie de coopération internationale au développement. La Chine doit intégrer la dimension de genre dans ses engagements de coopération au développement, en tant qu'approche stratégique pour atteindre l'égalité des sexes et l'empowerment des femmes. Cette intégration doit se faire en évaluant les besoins en matière de développement et en veillant à ce que les initiatives de coopération au développement aient un impact favorable sur l'égalité des sexes, lors de la formulation, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation du projet.

Les résultats ont montré que les travailleurs des deux projets étaient essentiellement des hommes. Ainsi, des services généraux, tels que des toilettes protégées et propres, étaient fournis à tous, y compris aux femmes, qui, à défaut, en ont également bénéficié. Il n'existe pas de dispositions pour l'équité salariale entre les hommes et les femmes, ni de structures de garde d'enfants sur place pour les mères qui y travaillent, afin d'améliorer les conditions de travail des femmes.

Lors de la mise en œuvre de ces initiatives, des mesures de sécurité sont envisagées pour en garantir l'accès aux femmes, sans mettre en danger leur intégrité physique et psychologique. Par exemple, il est essentiel de s'assurer que les projets leur permettent d'avoir un accès plus sûr aux installations sanitaires, d'installer des trottoirs et des lampadaires et de faciliter l'accès au crédit et aux services de garde d'enfants.

L'intégration effective de la dimension de genre dans la coopération pour le développement promue par la Chine doit se faire, dès la phase de négociation, avec les pays bénéficiaires. Toutes les parties devraient être impliquées dans la promotion de l'égalité des sexes et de la promotion du pouvoir des femmes et des filles, tout en tenant compte des contextes nationaux et locaux. Les autorités et les facilitateurs chinois de la coopération devraient encourager la participation des femmes en tant qu'homologues au dialogue politique, à tous les stades, de la planification au suivi et à l'évaluation des projets de coopération.

Si la Chine doit assumer cette responsabilité, les gouvernements des Caraïbes ne doivent pas être relégués au rang d'agents passifs dans le processus, la Chine se chargeant de tout ou de la majeure partie de l'action. Une telle position ne fait que renforcer le syndrome de dépendance, donateur-bénéficiaire, qui a traditionnellement affecté les relations des Caraïbes (aussi bien que celles du reste du Sud global) dans les partenariats de développement. Nous considérons les pays des Caraïbes comme des agents actifs dans leurs relations, en tant qu'États souverains et indépendants ayant la capacité de façonner et d'influencer la nature et le contenu des projets de développement mis en œuvre avec la Chine. ▲

Bibliographie

Gonzalez Vicente, R. and Montoute, A. (2020) 'A Caribbean perspective on China-Caribbean relations: global IR, dependency and the postcolonial condition', *Third World Quarterly*. Vol. 42, No.2, pp. 219-238. DOI: 10.1080/01436597.2020.1834841

State Council Information Office of the People's Republic of China (2019). *Equality, Development and Sharing : Progress of Women's Cause in 70 Years Since New China's Founding*, White Paper, 19 septembre [en ligne] (Consulté le 14 mars 2023).

Parpart, J. (2014) 'Exploring the Transformative Potential of Gender Mainstreaming in International Development Institutions', *Journal of International Development* 26(3), pp. 382-395.



Annita Montoute

Annita Montoute est maîtresse de conférences et directrice par intérim de l'Institute of International Relations (IIR) de l'University of the West Indies (UWI), campus de St. Augustine, Trinité-et-Tobago. Elle a été chargée de recherche au Centre européen de gestion des politiques de développement. Ses recherches portent sur la société civile et la gouvernance mondiale, les relations extérieures des Caraïbes et la Chine dans les Caraïbes. Elle est titulaire d'un doctorat en relations internationales de l'University of the West Indies. Elle est enseignante de formation et a obtenu un certificat d'études supérieures en éducation au Sir Arthur Lewis Community College.



Jacqueline Laguardia Martinez

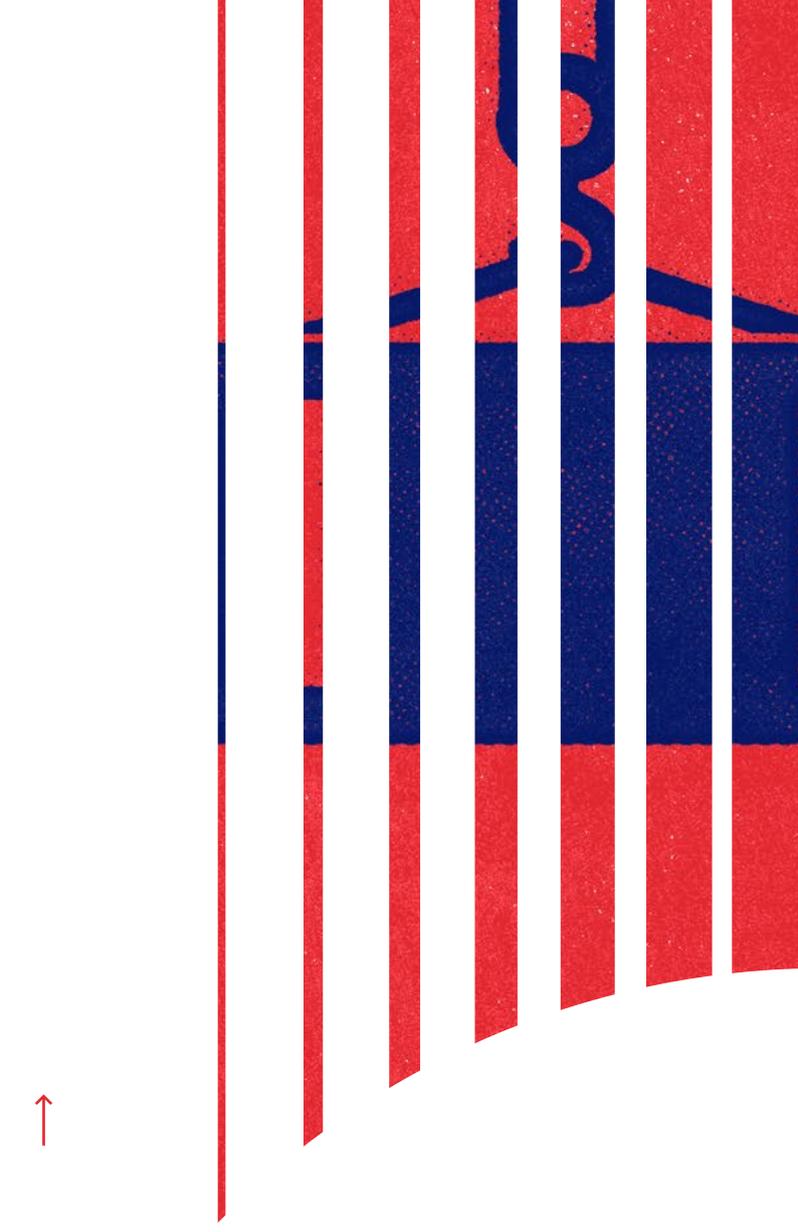
Jacqueline Laguardia Martinez, PhD, est maîtresse de conférences à l'Institut des relations internationales de l'University of the West Indies, à Trinité-et-Tobago. Elle a auparavant travaillé comme professeure associée à l'Université de La Havane et comme chercheuse associée à l'Institut cubain de recherche culturelle "Juan Marinello". Elle a participé à des événements académiques, donné des conférences et assumé des responsabilités d'enseignement en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Europe. Elle est membre de la Cátedra de Estudios del Caribe "Norman Girvan" à l'Université de La Havane et coordinatrice du groupe de travail CLACSO sur "Crisis, respuestas y alternativas en el Gran Caribe".



Deborah Mcfee

Deborah McFee travaille à l'Université de West Indies, campus de St Augustine, à l'Institute for Gender and Development Studies depuis 2005. Elle travaille dans le domaine du genre et du développement à Trinité-et-Tobago et dans les Caraïbes anglophones depuis 1998. Deborah a travaillé à l'élaboration de trois politiques nationales régionales en matière de genre et a codirigé, avec la professeure Michelle Rowley, le numéro spécial de 2017 de la Caribbean Review of Gender Studies (CRGS) intitulé "Tool or Weapon ? The Politics of Policy Making, Gender Justice and Social Change in the Caribbean". Ses publications traitent de la recherche sur les politiques nationales en matière de genre et les politiques au niveau décisionnel dans les Caraïbes, la refonte de l'intégration de la dimension de genre dans les Caraïbes, et les femmes, le genre, la sécurité humaine et la politique nationale de genre dans le Rwanda post-génocide. En 2011, elle a été chercheuse invitée au Tribunal pénal international des Nations unies pour le Rwanda (TPIR), menant des recherches dans les domaines du genre et la sécurité humaine et du viol en tant que crime contre l'humanité.

Deborah est titulaire d'un doctorat du département de la gouvernance mondiale et de la sécurité humaine de l'University of Massachusetts, Boston, McCormack Graduate School of Public Policy and Global Studies.



**IMPACTS
SUR LE GENRE
DE L'ENGAGEMENT
DE LA CHINE DANS
LES PAYS INSULAIRES
DU PACIFIQUE :
Études de cas
de projets
d'infrastructure
de la BRI à Tonga
et Vanuatu**

par Vasemaca Lutu



L'objectif de ce texte est de fournir une analyse complète des engagements de la Chine dans des projets d'infrastructure dans deux pays insulaires du Pacifique (PIP), à savoir Tonga et Vanuatu, en vue de mettre particulièrement en évidence les impacts de ces projets sur la parité hommes-femmes.

En ce qui concerne la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, les Tonga et le Vanuatu ont tous deux signé le Programme d'action de Beijing et adopté la Déclaration des dirigeants du Pacifique sur l'égalité des sexes. Au niveau national, les Tonga et le Vanuatu adoptent des politiques et des cadres nationaux en matière d'égalité entre les hommes et les femmes, tels que la Politique nationale d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes de Tonga et le Plan national de développement durable 2016-2030. Au niveau mondial, l'Agenda 2030 pour le développement durable a également été adopté par les deux pays. Entre-temps, la Chine a réaffirmé ses engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, en 2015, et a ensuite annoncé son plan décennal (2021 à 2030) dans le cadre de ses plans de promotion de l'égalité des sexes.

La Chine s'est imposée comme un nouvel acteur de poids dans le domaine du développement, en finançant des projets au moyen de prêts lucratifs accordés aux gouvernements du Pacifique dans le cadre de l'initiative "la Ceinture et la Route" (BRI). Les transports maritimes, terrestres et aériens sont tous essentiels pour les pays insulaires du Pacifique dans leur quête de progrès social, économique et technologique. Ces petites nations insulaires ont cherché à obtenir le soutien de partenaires donateurs par le biais d'accords multilatéraux et bilatéraux, afin de garantir le financement et le soutien technique pour l'expansion, la construction et l'entretien des routes, des aéroports, des ports, des bâtiments et d'autres projets liés aux infrastructures (Naidu, V. et al., 2022). En conséquence, dix pays insulaires du Pacifique ont signé des protocoles d'accord bilatéraux avec la Chine afin d'être inclus dans l'initiative BRI. Il s'agit de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Niue, de Samoa, des États fédérés de Micronésie, de Fidji, des Îles Cook, des Îles Salomon, de Kiribati, de Tonga et de Vanuatu (Li, 2022). En effet, la Chine a mis en place une plateforme dans le cadre de l'Initiative BRI qui fait des pays insulaires du Pacifique participants d'importants partenaires commerciaux et économiques.

Les deux pays étudiés, Tonga et Vanuatu, sont fortement endettés à l'égard de la Chine, ayant manqué de rembourser les prêts à des conditions préférentielles que celle-ci leur avait accordés. Les deux pays ont connu des phénomènes naturels catastrophiques. Les Tonga ont subi une éruption volcanique suivie d'un tsunami en janvier 2022, tandis que le Vanuatu a été frappé par deux cyclones consécutifs en février et en mars 2023. Ces deux catastrophes naturelles ont causé des ravages, des pertes en vies humaines et de graves dommages aux infrastructures telles que les maisons, les bâtiments, les routes, les ponts et les lignes de communication. La Chine a réagi rapidement à ces deux événements, en contribuant

à la fourniture de matériel médical, de nourriture, de produits de première nécessité, de réservoirs d'eau, de conteneurs aménagés en logements temporaires et de tentes, ainsi qu'au déploiement de personnel médical. La Chine a également reconstruit divers éléments d'infrastructure endommagés par les catastrophes, en plus de la mise en œuvre d'autres projets de la BRI dans ces pays.

L'amélioration des infrastructures joue un rôle important dans la réalisation des objectifs en matière d'égalité des sexes et dans le renforcement du pouvoir économique et social des femmes. Le secteur offre emplois et opportunités d'affaires, tout en se développant et en améliorant les moyens de subsistance et la qualité de la vie, une fois les travaux terminés. Au fur et à mesure que les projets chinois de la BRI sont mis en œuvre dans les PIP, les partenaires de développement continuent d'apporter leur expertise en matière de promotion de l'égalité des sexes dans ces projets. Au Tonga et au Vanuatu, il a été constaté que l'aide de la Chine est fortement influencée par les infrastructures et que ses projets BRI ne semblent pas disposer de lignes directrices opérationnelles tendant à implanter des politiques en matière d'égalité des sexes et de développement des femmes dans ce secteur, même si la Chine s'est engagée à promouvoir l'égalité des sexes et à garantir les droits des femmes.

Les points de vue exprimés par les acteurs non étatiques, tels que les organisations de la société civile dans les deux pays, indiquent que, bien que la Chine ait apporté une aide considérable au développement des infrastructures et à l'accessibilité, les femmes ne sont pas directement prises en compte dans les projets d'infrastructure. Elles ont tendance à jouer un rôle indirect dans les services d'appui, comme la restauration et le nettoyage. L'assistance de la Chine, par le biais d'échanges culturels ou de *“soft power”*, a ouvert la voie à des opportunités d'éducation et de formation technique sous la forme de programmes de bourses et de subventions. En outre, les principaux observateurs signalent l'existence d'ateliers de renforcement des capacités et le don d'articles divers, tels que des ordinateurs portables, à des initiatives communautaires de formation pour les femmes : toutefois, ils n'ont pas connaissance d'initiatives de développement de l'égalité des sexes menées dans le cadre de ces projets d'infrastructure.

Les observateurs des deux pays ont également rappelé que le financement chinois est une collaboration “de gouvernement à gouvernement”. L'autre problème est le manque de communication entre les instances dirigeantes locales et les organisations de la société civile, les groupes de femmes qui évaluent l'impact sur le genre et l'allocation des fonds et des ressources aux bénéficiaires prévus. En outre, le manque de transparence de la Chine dans l'identification des domaines prioritaires dans lesquels elle offre une assistance au public nuit à la clarté.

En revanche, les partenaires de développement, tels que le ministère australien des Affaires étrangères (DFAT) et la Banque asiatique de développement (ADB), ont tous deux mis en

place des structures en faveur de l'égalité des sexes pour guider leurs opérations dans les programmes d'infrastructure à Tonga et à Vanuatu. Toutefois, certains observateurs s'interrogent sur la viabilité à long terme de ces programmes axés sur l'égalité des sexes, notamment lors de la phase de mise en œuvre et des processus de suivi avec les communautés locales et les groupes de femmes, et se demandent si ces programmes profitent réellement aux femmes à long terme.

Pour combler ces lacunes, la Chine pourrait intégrer certains éléments dans la mise en œuvre de ses projets de la BRI : promouvoir l'accessibilité et la transparence des directives opérationnelles en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ; réexaminer le besoin urgent d'inclure l'agentivité et le développement des femmes dans ses projets et permettre une communication et un dialogue ouverts avec les acteurs locaux non étatiques tels que les organisations de la société civile (OSC), les organisations non gouvernementales (ONG), les groupes de femmes et d'autres groupes marginalisés. En outre, les PIP doivent mettre en avant l'égalité entre les hommes et les femmes dans leurs efforts en matière de développement d'infrastructures et travailler en étroite collaboration avec la Chine et d'autres donateurs d'aide au développement, pour faciliter les progrès indispensables dans ce domaine-clé. 🌟

Bibliographie

Li, C. 2022. *The Belt and Road Initiative in Oceania : Understanding the People's Republic of China's Strategic Interests and Engagement in the Pacific*, Université d'Hawaï à Manoa, Département des études asiatiques, consulté le 15 février 2023, [\[en ligne\]](#)

Naidu, V., Lutu, V. et Asi, C. (2022) *Regional Report on Pacific Geopolitics and Infrastructure Development : a Four-Country Study for PANG* (Pacific Network on Globalisation), Suva (non publié).



Vasemaca Lutu

Vasemaca Lutu est une chercheuse indépendante fidjienne. Ses recherches portent sur le développement, particulièrement dans les pays insulaires du Pacifique. Les principaux thèmes de ses projets précédents sont la pauvreté, le développement durable, la géopolitique du développement des infrastructures, la protection sociale et les systèmes d'alerte précoce axés sur le secteur de la pêche, les politiques sur le lieu de travail en matière de protection de l'enfance, le handicap, la violence domestique, l'intégration de la dimension de genre, le changement climatique, et la santé et la sécurité au travail. Elle est également membre de la coopérative de femmes Bia i Cake, le groupe de femmes de son village, dont la mission est de "créer des moyens de subsistance alternatifs grâce à la gestion durable des ressources naturelles, située dans la deuxième plus grande île de Fidji, Vanua Levu. Vasemaca est titulaire d'un master en leadership pour le développement durable de l'université de Malmö, en Suède ; elle est actuellement pilote stagiaire à l'Institut de formation aéronautique du Pacifique Sud (SPATI) à Nausori, aux Fidji.



**PROJETS
MINIERS EN
ÉQUATEUR ET
AU PÉROU :
Impacts sur
le genre et
l'agentivité
des femmes**

par Diana Castro Salgado

Les activités minières modifient les sociétés de plusieurs manières. Ces transformations ont un impact disproportionné sur les femmes, en raison de leur relation directe avec la nature et leur souci de la vie. Cette étude vise à explorer les impacts des projets miniers de Las Bambas (Pérou) et de Rio Blanco (Équateur) sur les femmes des communautés locales et sur l'action de ces femmes dans la défense de la nature et de la terre. Nous avons mené des entretiens avec des femmes des communautés où sont situés les projets miniers ; nous avons examiné les principales recommandations pour les opérations internationales chinoises dans le secteur minier, au cours des cinq dernières années, afin d'évaluer s'il existe des mesures de sauvegarde spécifiques liées au genre ou aux femmes.

Les deux projets miniers sont contrôlés par des entreprises chinoises depuis 2014 et 2013, respectivement : Las Bambas par MMG, dont l'actionnaire principal est China Minmetals Corporation, et Rio Blanco par Ecuagoldmining, qui appartient à la société chinoise Junefield Gold Investments. Dans les deux cas, les conflits environnementaux et sociaux sont latents et les femmes ont joué un rôle actif dans les processus de résistance.

Bien que certains chercheurs aient constaté que les sociétés minières chinoises n'agissent pas de manière très différente des sociétés transnationales d'autres pays (Valderrey et Lemus, 2019, p. 398), d'autres affirment que les opérations chinoises témoignent d'un "capitalisme aux caractéristiques chinoises et présentent certaines particularités. Selon Rubén González-Vicente (cité dans Sacher 2017, p. 137-140), les investissements miniers chinois à l'étranger présentent trois caractéristiques spécifiques. Premièrement, les entreprises chinoises sont relativement indépendantes des actionnaires privés et des exigences de rentabilité à court terme. Deuxièmement, elles négocient, parallèlement aux acquisitions minières, d'autres contrats de construction d'infrastructures, ce qui leur permet de créer des alliances ou des consortiums avec d'autres acteurs et de contrôler la chaîne d'approvisionnement. Troisièmement, les entreprises chinoises se sont montrées peu préparées à répondre aux demandes des communautés locales concernant les aspects de transparence, de responsabilité et de droits de l'homme ; elles ne disposent pas de mécanismes efficaces de diligence raisonnable, d'évaluation globale des risques, de dialogue et de compensation.

Au cours de ces dernières années, les entreprises chinoises se sont de plus en plus internationalisées ; les autorités gouvernementales, les régulateurs et les associations professionnelles chinoises ont publié un nombre croissant de lignes directrices qui font de plus en plus référence au respect des normes et accords internationaux, afin de promouvoir

les bonnes performances des entreprises opérant à l'étranger. Alors que dans les lignes directrices les plus pertinentes pour les opérations internationales, la question du genre est largement absente, dans le secteur minier des progrès ont été accomplis, en grande partie grâce aux orientations émises par la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques (CCCMC). Malheureusement, ces orientations ne sont pas contraignantes, ce qui crée un écart important entre le discours et la mise en œuvre effective. Le cas de l'Amérique latine et, en particulier, les projets analysés dans cette étude en sont l'illustration.

Dans une perspective multidimensionnelle (Anderson, 2022), nous affirmons que la violence fondée sur le genre et ses impacts se produisent dans diverses sphères, telles que les sphères économique, environnementale, politique et socioculturelle. Les deux études de cas ont montré que, dans la sphère économique, les projets miniers modifient la structure agraire dans laquelle la propriété foncière est entre les mains des hommes. Cette situation entrave l'accès des femmes aux sources de subsistance et de soins (cultures, eau et nourriture) et aux services (logement, sécurité et santé). En tant que gardiennes de la vie et de la communauté, les femmes ont également la charge supplémentaire de réparer ou de reconstruire ce qui a été perdu (Pérez, De la Puente et Ugarte, 2019).

Dans le domaine de l'environnement, les femmes sont affectées par la destruction et la contamination des sources d'eau et de terre, principales ressources pour la subsistance de la famille et de la communauté. Cela a un impact sur les soins qu'elles prodiguent au quotidien, ainsi que sur leur santé et celle de la communauté. Dans la sphère politique, les femmes, en particulier les leaders et les militantes, sont persécutées, menacées et criminalisées dans le contexte du conflit et des processus de résistance. Elles subissent des discriminations et des humiliations pour avoir fait entendre leur voix et participé. Dans la sphère socioculturelle, l'impact principal se traduit par la rupture du tissu social, communautaire et familial. Dans ce contexte, les entreprises minières chinoises étudiées ont tendance à profiter de la faible présence de l'État, pour contrôler la population et les terres par des mécanismes de compensation économique, des stratégies de négociation et des services sociaux qui brisent la cohésion sociale et polarisent les communautés.

Nous avons également constaté que les activités minières ont constitué un terrain fertile pour faire émerger et consolider les mouvements de femmes leaders et les mouvements sociaux féminins. Les femmes ont exercé leur capacité d'action, permettant de reconfigurer et occuper de nouveaux espaces dans l'environnement social et menant ainsi des actions qui ont transformé l'ordre ou les pratiques dans lesquels elles sont immergées et dont elles

ont été historiquement exclues. Par exemple, dans le cas de Rio Blanco, les femmes ont créé l'organisation "Sinchi Warmi" ; leur résistance a été déterminante pour obtenir des mesures de protection et la suspension des activités, en 2018. Dans le projet de Las Bambas, les femmes leaders ont acquis une légitimité auprès de la population et l'organisation des femmes a été renforcée par l'élaboration d'un programme de droits, axé sur le genre dans les institutions locales et gouvernementales.

Dans les deux cas, comme le soulignent Valderry et Lemus (2019, p. 404), ces mouvements de résistance "proposent un modèle différent de compréhension des relations entre les êtres humains, le travail et la nature". Ils constituent, par conséquent, un défi paradigmatique au modèle extractif-patriarcal qui sous-tend historiquement la dynamique minière transnationale, dont la Chine fait désormais partie. ▲

Bibliographie

Anderson, K. (2022) *Building Power in Crisis. Women's Responses to Extractivism*. SAGE Fund. [\[en ligne\]](#)

Pérez, L. M.; De la Puente, L.; Ugarte, D. (2019) *Las cuidadoras de los mineros: género y gran minería en Cotabambas*. Document de recherche n° 12, Lima : Université du Pacifique. [\[en ligne\]](#)

Sacher, W. (2017) *Ofensiva Megaminera China en los Andes. Acumulación por desposesión en el Ecuador de la 'Revolución Ciudadana'*. Quito, Editorial Abya Yala. [\[en ligne\]](#)

Valderrey Villar, F. J.; Lemus Delgado, D. L. (2019) Minería, movimientos sociales y la expansión de China en América Latina. *Desafíos*, 31(2), pp. 375-410. [\[en ligne\]](#)



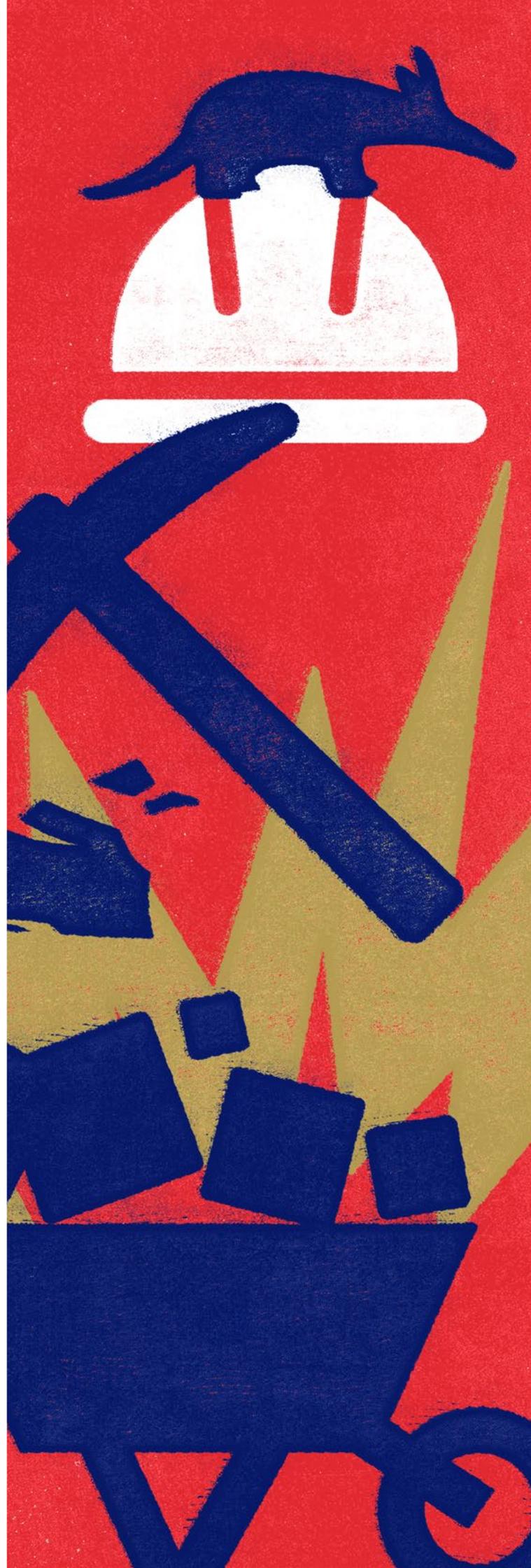
Diana Castro

Diana Castro est chercheuse à Latinoamérica Sustentable (LAS), une ONG équatorienne qui soutient la protection de l'environnement et les communautés locales dans le contexte des investissements chinois en Amérique latine. Boursière doctorale du programme d'études latino-américaines, Diana est titulaire d'un master en coopération internationale au développement de l'Université Andina Simón Bolívar (UASB-Ecuador). Depuis 2014, Diana étudie les relations entre l'Amérique latine et la Chine, avec un accent particulier sur les mécanismes de financement chinois pour les projets de développement et d'investissement dans les infrastructures. Sa recherche doctorale retrace les effets de ces projets sur les capacités institutionnelles de l'État, l'environnement et le développement local, en se penchant sur le cas équatorien. Diana a publié plusieurs articles et un livre sur ces questions. Elle a également travaillé dans plusieurs universités équatoriennes et a collaboré à des initiatives internationales de recherche sur l'importance de la Chine en Amérique latine.



**IMPACTS SUR
LES RELATIONS
DE GENRE ET
L'ENVIRONNEMENT
DE LA MINE DE
LITHIUM DE BIKITA
AU ZIMBABWE**

*par Hibist Kassa
et Zinzile Fengu*



↑

L'extractivisme, dans son essence, désigne des relations commerciales internationales et des échanges inégaux, dans le cadre desquelles les pays, d'où sont extraites les ressources, reçoivent une part de valeur inférieure, alors qu'ils supportent une part plus importante des coûts liés à l'environnement, à la santé et à la main-d'œuvre. Cela repose sur le contrôle de la terre, de la main-d'œuvre et des ressources naturelles, qui s'appuie sur la violence pour déposséder et maintenir les conditions d'appauvrissement et d'exclusion. Cette répartition disproportionnée du coût réel de l'extractivisme subventionne effectivement les entités minières et leurs pays d'accueil, où le cadre réglementaire est insuffisant, la main d'œuvre bon marché et le travail de soins non rémunéré. Les communautés qui accueillent des mines (et les femmes qui les composent) sont en première ligne de l'extractivisme. Ces relations ont largement profité aux pays du Nord et aux entreprises. L'arrivée d'entreprises basées en Chine, pays qui est rapidement passé de la périphérie au centre de l'économie mondiale, soulève la question suivante : la Chine reproduit-elle ces relations ou fonctionne-t-elle différemment ? (Lee, 2017). Le choix du cas du Zimbabwe permet d'analyser les relations d'agentivité, de classe et de genre qui se manifestent dans le district de Bikita au Zimbabwe.

Les politiques d'indigénisation des terres et des ressources naturelles au Zimbabwe visaient à reconfigurer leur propriété et leur contrôle, afin de réparer les injustices historiques liées à la colonisation et à l'apartheid (Moyo et Yeros, 2011). Ces mesures ont convergé avec les protestations des étudiants et des syndicats contre la libéralisation (Seddon et Zeilig, 2005 ; Saul et Saunders, 2005). Des sanctions ont été imposées pour

violation des droits de l'homme, répression politique et atteinte à la démocratie et à l'État de droit (Gov.Uk, 2022 : Global Affairs Canada, 2023). Ces conditions de crise accélérée ont limité l'accès au financement du développement et aux investissements (Dendere, 2022). La Chine, en tant que partenaire de développement alternatif, a servi de bouée de sauvetage.

Le gouvernement chinois affirme qu'il fait cause commune, avec le Zimbabwe, dans sa quête d'une "voie de développement indépendante", en s'appuyant sur une histoire similaire de poursuite de libération nationale et d'indépendance, pour laquelle il est impératif d'obtenir des résultats significatifs en matière de développement dans les conditions de la périphérie. L'ambassadeur de Chine au Zimbabwe souligne que ces investissements "revitalisent les ressources qui sont restées longtemps inexploitées par les entreprises occidentales" (Guo, 2022). Malgré ces intentions, des rapports font état de violations du droit du travail et d'un manque d'engagement social à l'égard des communautés qui restent largement exclues des bénéfices qui reviennent en grande partie à l'État et à l'élite politique proche des institutions publiques.

↑ Cette étude s'appuie sur des données recueillies, entre 2019 et 2022, à Bikita, dans la province de Masvingo, au Zimbabwe. Des discussions de groupe ont été organisées avec vingt femmes et des techniques d'échantillonnage en 'boule de neige' utilisées pour sélectionner dix femmes pour des entretiens individuels.

Sinomine Resource Group, ou China Mineral Resources, a investi 380 millions de dollars dans la mine de Bikita au Zimbabwe. Avec 11 millions de tonnes de lithium, c'est le plus grand gisement au monde. China Mineral Resources a étendu l'extraction initiale de minerais, qui était destinée à la production de céramiques et de verre et à la fabrication de batteries. China Minerals Resources est l'une des quatre-vingts entreprises d'État chinoises présentes au Zimbabwe depuis 2005, dont la valeur s'élève à 10,45 milliards de dollars.

La Zambie et le Zimbabwe ont tous deux adopté une nouvelle politique nationale de développement minier.

Toutefois, les femmes ne sont prises en compte que lorsqu'il est question de propriété des droits miniers et d'inclusion dans la chaîne de valeur. Bien que conforme à la Vision minière pour l'Afrique, il s'agit d'une approche limitée qui n'aborde pas explicitement les

questions des droits de consentement, tout au long du cycle de vie des opérations minières (pas seulement la consultation) (Kengne, n.d.).

L'exploitation minière du lithium, dans le district de Bikita, au Zimbabwe, recoupe les problèmes politiques, socio-économiques et environnementaux qui sont au cœur des conflits fonciers qui affectent négativement les femmes en particulier. Celles de Bikita sont confrontées à de multiples défis émanant des activités minières qui ont un impact disproportionné sur les communautés d'accueil des mines. La prévalence de l'exploitation minière artisanale du lithium, à Bikita, a également reproduit certains des défis posés par l'exploitation minière à grande échelle dans un environnement fragile. L'accès limité à la terre, la pénurie d'eau, les litiges frontaliers et les problèmes sociaux s'aggravent encore. Au total, cette situation est à l'origine de l'insécurité, du travail reproductif social, de l'insécurité alimentaire et de l'érosion de l'autonomie du corps des femmes.

Les moyens de subsistance agricoles sont vulnérables aux conditions climatiques extrêmes et à la pollution de l'environnement provoquée par le processus d'extraction du lithium et les conflits fonciers. Bikita est une zone rurale où, après la redistribution des terres, les habitants ont été réinstallés, en tant que petits exploitants agricoles ; elle constitue un cas typique de la dynamique en jeu au Zimbabwe qui cherche à surmonter une crise persistante, en adoptant un mode de développement autonome. Cette étude de cas examine l'impact des opérations du Sinomine Resource Group sur les relations hommes-femmes. L'article conclut que, bien que les investissements chinois aient joué un rôle important dans le développement des capacités de production au Zimbabwe, l'exclusion, la marginalisation et la violence subies par les femmes dans les exploitations minières restent inchangées. Les impacts environnementaux augmentent également le fardeau du travail social de reproduction. Il est nécessaire que des entreprises comme Sinomine mettent en œuvre des politiques d'intégration qui permettent de surmonter la marginalisation et l'exclusion inhérentes à l'extractivisme, en particulier dans les conditions socio-économiques et environnementales fragiles de Bikita. Cela devrait commencer par des engagements communautaires afin de comprendre les priorités et les préoccupations des communautés, en particulier celles des femmes, et ne devrait pas tomber dans les interventions ciblées et symboliques de la responsabilité sociale des entreprises ; celles-ci ont largement échoué à stabiliser les opérations, mais elles devraient plutôt garantir l'inclusion, l'équité et l'amélioration des résultats environnementaux et sociaux. ■

Bibliographie

Dendere, C. (2022) *Zimbabwe: La larga sombra de las sanciones*. 29 juin. [\[en ligne\]](#)

Guo, Shaochun. (2022) *China sigue siendo el verdadero amigo de Zimbabwe en su camino hacia el desarrollo para siempre*. [\[en ligne\]](#)

Lee, C. K. (2017) *The Spectre of Global China: Politics, Labour and Foreign Investment in Africa*, The University of Chicago Press.

Moyo, S. and Yeros, P. (2007) 'Intervention the Zimbabwe question and the two lefts', *Historical Materialism*, 15(3), pp. 171-204.

Seddon, D. and Zeilig L. (2005) 'Review of African Political Economy', Vol. 32, No. 103, *Imperialism & African Social Formations* (mars 2005), pp. 9-27.

Sydney B.; Pettitt, J.; and Baldwin, S. (2023, 9 mars). *Why all eyes are on Zimbabwe's lithium industry*. [\[en ligne\]](#)

Gov.UK, *Financial Sanctions, Zimbabwe, 2022*, 18 mars. [\[en ligne\]](#)

Kengne, G. (n.d.). *Understanding the Right to Say No*. [\[en ligne\]](#)



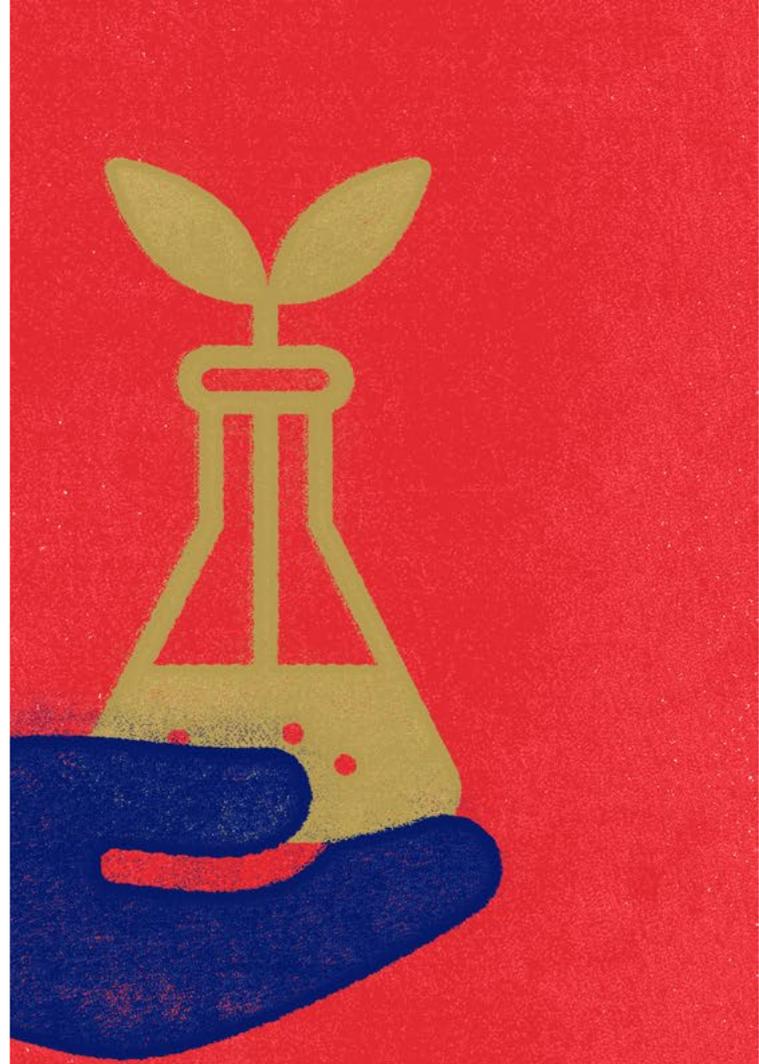
Hibist Kassa

Hibist Kassa est chargée de mission à l'Institute for Environmental Futures de l'université de Leicester. Elle est rédactrice en chef adjointe de l'Agrarian South Network Research Bulletin, un réseau tricontinental de chercheuses d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Hibist a obtenu son doctorat en sociologie à l'université de Johannesburg. Elle est titulaire d'un MPhil en sciences politiques et d'une licence en sciences politiques, géographie et développement des ressources naturelles de l'université du Ghana. Elle a travaillé dans des organisations féministes et des instituts de recherche politique en Afrique, pendant plus d'une décennie ; elle est une ancienne membre du comité exécutif de DAWN. Elle travaille actuellement à la rédaction d'un ouvrage sur la production de petites marchandises et l'exploitation minière artisanale et à petite échelle. Elle a publié, dans des plateformes universitaires et populaires, sur la politique minière artisanale, la terre, la reproduction sociale, l'impérialisme et les conflits en Afrique, ainsi que sur l'économie politique des ressources naturelles.



Zinzile Fengu

Zinzile Fengu est une chercheuse passionnée et une consultante indépendante. Elle est titulaire d'une licence en langue et communication et d'un diplôme spécial en suivi et évaluation de Lupane State University, ainsi que d'un master en études du développement. Elle travaille dans le secteur des droits de l'homme, depuis plus de 12 ans, et a de l'expérience dans la guérison post-traumatique, le lobbying et le plaidoyer, et la construction de mouvements féministes. Elle prépare actuellement un doctorat en études du développement : sa thèse porte sur l'organisation féministe au Zimbabwe. Ses recherches se concentrent sur les perspectives féministes des questions environnementales, l'extractivisme, les moyens de subsistance, la gestion des catastrophes et les droits en matière de santé sexuelle et reproductive.



**RENFORCER LE
POUVOIR DES
FEMMES DANS
L'AGRICULTURE
NIGÉRIANE :**
Évaluer les effets
de la coopération agricole
entre la Chine et
le Nigeria sur les
moyens de subsistance,
le renforcement des
capacités et l'évolution
des normes sociales

par Ishola Itunu Grace

Les engagements de la Chine envers le Nigeria et d'autres pays africains, par le biais de l'établissement de diverses organisations intergouvernementales, de partenariats et d'investissements, ont connu une croissance exponentielle ces dernières années. Les progrès rapides de la coopération entre la Chine et le Nigeria se sont produits dans de nombreux secteurs, notamment le secteur agricole.

L'agriculture est vitale pour le gouvernement nigérian qui souhaite diversifier l'économie locale afin de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz ; cela l'incite à encourager les investissements agricoles. Les succès remportés par la Chine en matière de sécurité alimentaire et de croissance économique en font un partenaire précieux pour le développement agricole du Nigeria, car de nombreux pays de l'hémisphère Sud cherchent à reproduire son modèle de développement. Entre 2003 et 2014, le Nigeria a accueilli, dans ses trente-six États, environ 650 experts agricoles chinois, qui ont fourni une formation et une assistance technique sur des questions liées à l'agriculture, pendant au moins deux ans (Food and Agriculture Organisation, 2019). En 2017, le groupe chinois Tidfore Heavy Equipment Group a investi environ 200 millions de dollars (USD) dans le secteur agricole nigérian (American Enterprise Institute, 2023). Ces investissements suivent une modalité de coopération impliquant la création de centres de démonstration des technologies agricoles (ATDC) et d'entreprises communes avec des partenariats en capital, offrant un transfert de technologie, une formation technique et des bourses d'études, ainsi que des investissements fonciers. Malgré ces modes de coopération, on sait peu de choses sur la manière dont les petits exploitants bénéficient de cette coopération. Cette étude examine donc la formation agricole financée par le gouvernement chinois et dispensée par Green Agriculture West Africa Limited (GAWAL) à Abuja, au Nigeria, de 2016 à 2019. Elle se concentre sur l'évaluation des avantages pour les petites agricultrices et explore la manière dont la formation a influencé les niveaux de revenus et les normes liées aux relations entre les sexes, dans le secteur agricole nigérian.

Cette étude examine les effets de l'engagement agricole de la Chine au Nigeria sur les niveaux de revenus et les moyens de subsistance des petites exploitantes. Elle explore la

manière dont les entreprises agroalimentaires chinoises locales, qui supervisent les ATDC, mettent en œuvre l'aide agricole par le biais de formations et d'échanges commerciaux avec les communautés nigérianes. Cette étude s'appuie sur la littérature existante, des articles de presse, des rapports politiques, des études de genre et des entretiens semi-structurés avec des participants clés à des formations agricoles organisées par la Chine à Abuja. La recherche vise à offrir une compréhension holistique du phénomène, en combinant l'analyse de contenu et les réponses aux entretiens, en associant des perspectives théoriques à des expériences réelles.

Principales conclusions

- GAWAL a organisé des sessions annuelles de formation agricole de 2016 à 2019, entre les mois d'août et d'octobre. Chaque session, d'une durée de cinq à sept jours, a bénéficié à environ 400 fonctionnaires, agriculteurs et experts agricoles de différents États nigériens. Le nombre de petites exploitantes qui y ont participé n'a pas été divulgué, en raison de la politique de confidentialité de l'entreprise et d'une documentation insuffisante. Toutefois, les résultats de l'étude indiquent leur participation limitée. Les participants ont été formés à la culture et à la transformation du riz hybride chinois et des tiges de manioc et à l'utilisation des produits agrochimiques, la transformation des aliments et l'utilisation de diverses machines et équipements agricoles.
- L'impact de la formation agricole dispensée par la Chine sur les revenus et les moyens de subsistance montre une disparité significative entre les petites exploitations des hommes et des femmes. Les petites exploitations des femmes, après cette formation, connaissent une plus faible amélioration de leurs revenus et de leurs moyens de subsistance, à cause des contraintes institutionnelles, de l'accès au crédit et de la ségrégation professionnelle. Celles des hommes, comparées à celles des femmes, ont fait état de rendements plus élevés, de facilités de crédit pour augmenter la production et d'une participation au programme d'aide aux petits exploitants de GAWAL, ce qui s'est traduit par une augmentation des revenus.
- Malgré un impact économique direct limité, la formation a renforcé la volonté des petites exploitantes d'adopter des technologies et des techniques agricoles modernes, favorisant ainsi la sécurité alimentaire et le développement rural. Après la formation, elles partagent leurs nouvelles compétences avec d'autres petits exploitants de leurs communautés, contribuant indirectement à l'augmentation des rendements et des revenus des personnes qui n'ont pas pu accéder directement à la formation.

- L'étude révèle d'importantes disparités entre les hommes et les femmes, par rapport aux normes de genre liées à l'agriculture, notamment en raison de l'idée répandue que certaines cultures de rapport, telles que le blé, le millet, le cacao, le riz et le sésame, sont des "cultures masculines". Les résultats soulignent la prise de conscience des petites exploitantes nigérianes des barrières invisibles dans le secteur agricole, notamment le manque d'accès à la terre, aux services de vulgarisation agricole et aux facilités de crédit. De nombreuses petites exploitantes abordent ou atténuent ces limitations avec des initiatives telles que le partage des connaissances, les contributions financières et la participation à de multiples associations communautaires (religieuses, municipales et d'agriculteurs). Bien que l'étude n'établisse pas de liens directs entre la formation agricole dispensée par la Chine et ces efforts, elle suggère que les petites exploitantes qui acquièrent des compétences dans la culture du riz, du millet et des tiges de manioc, grâce à la formation, peuvent s'engager plus efficacement dans la culture de produits de rente, augmentant ainsi leur production agricole et leurs revenus au fil du temps.

Conclusion et recommandation

↑ Cette étude, qui est pionnière, fournit une micro-analyse de la coopération agricole entre la Chine et le Nigeria, d'un point de vue des relations de genre. Elle vise à aider les chercheuses, les activistes, les gouvernements chinois et nigérian, ainsi que d'autres parties prenantes, à comprendre la nature et l'impact des efforts internationaux de soutien à l'agriculture sur les petites exploitantes du Nigeria, en leur fournissant des informations qui leur permettront d'orienter leurs futurs plans d'engagement vis-à-vis de la coopération agricole entre la Chine et le Nigeria. Ce rapport propose, de manière plus précise, les mesures suivantes :

- Intégrer l'égalité des sexes dans le secteur agricole : le gouvernement nigérian doit promulguer de nouvelles politiques pour stimuler l'inclusion et le développement agricole durable au Nigeria. Bien que les femmes contribuent de manière significative à l'agriculture et à la production alimentaire, elles ne sont pas considérées comme des actrices actives du développement agricole et ont un moindre accès aux ressources vitales - la terre, le crédit et les services de vulgarisation.
- Renforcer la prise en compte de la dimension de genre dans les programmes de formation locaux : les organisateurs de programmes de formation agricole conduits par la Chine au Nigeria doivent impliquer les acteurs locaux dans la planification et la mise en œuvre de ces programmes. Ils devraient proposer des programmes de formation plus

diversifiés, incluant l'horticulture et la transformation alimentaire pour les femmes qui ne souhaitent pas produire des cultures de rente comme le riz, le manioc et le millet.

- Renforcer le partenariat diversifié des entreprises chinoises avec d'autres acteurs du secteur agroalimentaire : les entreprises agroalimentaires chinoises devraient collaborer avec les entreprises nigérianes de technologie agroalimentaire, les agents de vulgarisation, les organisations d'agriculteurs et les associations communautaires afin d'améliorer la mise en œuvre sur le terrain de la coopération agricole entre la Chine et le Nigeria. Les entreprises agro-technologiques peuvent fournir des données cruciales sur les compétences et les communautés locales qui ont besoin de programmes agricoles dirigés par la Chine. En outre, les agents de vulgarisation peuvent servir de lien de communication entre les entreprises agroalimentaires chinoises et les petits exploitants, compte tenu de leur connaissance et de leur expérience des chaînes de valeur agricoles du Nigeria et des agriculteurs locaux. ▲

Bibliographie

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ((2019). *Inspiration, inclusion and innovation : FAO-China South-South Cooperation Programme (2009-2019)*. [en línea] (consulté le 10 octobre 2023)

Zheng, Y. and Carayannis, T. (2023). *China and the Global South: A comparative analysis of knowledge networks in Africa, Asia, and Latin America and the Caribbean*, Social Science Research Council.



Ishola Itunu Grace

Ishola Itunu Grace a été admise, en 2022, en tant que boursière Yenching Scholar à l'Académie Yenching de l'Université de Beijing, au programme de maîtrise en études chinoises en politique et relations internationales, avec un axe de recherche sur la coopération sino-africaine dans l'éducation, le développement du capital humain et la diplomatie publique. Grace a obtenu sa licence en langue chinoise et en éducation internationale à Capital Normal University de Beijing. Elle parle couramment le mandarin et contribue au domaine des relations Chine-Afrique par des études de terrain, des observations et des entretiens approfondis avec des participants de diverses régions de Chine. Grace est actuellement vice-présidente de la prestigieuse association des étudiants africains de l'université de Beijing (PUASA). Auparavant, elle a été agent de liaison de l'ambassade de la République fédérale du Nigeria à Beijing, responsable des étudiants nigériens en Chine entre 2019 et 2020. En outre, elle est membre du comité académique du Réseau de la diaspora africaine en Chine, à Beijing, et assistante exécutive de l'Africa Youth Diaspora Organisation, aux États-Unis.



↑

IMPLICATIONS DES ACCORDS DE SÉCURITÉ SUR LES FEMMES, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DANS LES ÎLES SOLOMON

*Une étude de cas
comparative sur la
coopération bilatérale en
matière de sécurité entre la
Chine et les Îles Salomon
et le traité bilatéral de
sécurité entre l'Australie
et les Îles Salomon*

par Patricia Sango Pollard

Cette étude porte sur l'influence de la Chine dans le Sud global, et plus particulièrement dans la région des îles du Pacifique ; elle met l'accent sur les impacts de l'accord de sécurité, entre la Chine et les îles Salomon, sur les femmes, la paix et la sécurité. Les Îles Salomon sont un pays de plus de 700 000 habitants proche de l'Australie dans le Pacifique.

Le pays présente une série de complexités inhérentes qui font obstacle aux progrès. Le développement des femmes dans le pays est en retard par rapport à celui de leurs homologues masculins en raison de facteurs systématiques qui entravent leur développement. Néanmoins, les femmes des Îles Salomon ont joué un rôle dans le processus de consolidation de la paix à la suite de troubles importants et persistants (Caso et Pollard, 2023).

En 2019, un changement intervenait dans les relations diplomatiques du pays avec la Chine, lorsque le premier mettait fin à une relation de 36 ans avec Taïwan. En avril 2022, la Chine et les Îles Salomon signaient un accord de sécurité, faisant des Îles Salomon le centre de l'attention géopolitique dans la région (Aqorau, 2022).

Cette étude tente de répondre à cette question : que signifie l'accord de sécurité entre les Îles Salomon et la Chine pour la situation des femmes dans les Îles et le rôle qu'elles jouent dans les efforts de consolidation de la paix et de sécurité par rapport à un accord similaire avec un partenaire de développement traditionnel comme l'Australie. Une vaste étude documentaire sur le sujet, complétée par des entretiens informels avec des représentants du gouvernement et de la société civile, ainsi qu'avec des femmes de la région, a été entreprise afin de recueillir les informations nécessaires.

Les gouvernements de la Chine et des Îles Salomon ont maintenu que l'accord de sécurité était une décision mutuelle entre deux États souverains, pour aider ce dernier à répondre à ses besoins de sécurité interne. Des réactions à la signature de ce pacte de sécurité ont été manifestées par les alliés occidentaux traditionnels et par la communauté régionale et internationale (Aqorau, 2022).

Aux Îles Salomon, l'accord semble arbitraire et suscite diverses spéculations. Des arguments ont été avancés contre la nécessité de l'accord de sécurité et son potentiel en tant qu'outil de légitimation de l'accaparement des bénéfices par les élites. Néanmoins, d'autres ont affirmé que l'accord, qui a permis de renforcer les capacités de la police et de la défense dans le pays, arrive à point nommé pour faire face à la l'agitation et aux pertes auxquelles le pays est confronté.

Les Îles Salomon ont approuvé leur plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité pour la période 2017- 2021 (WPS NAP), qui s'aligne à la fois sur la recommandation générale n° 30 de la CEDAW et sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies (UNSCR 1325). Ce dernier appelle à la reconnaissance de la participation pleine et égale des femmes aux processus de consolidation de la paix. Le pays a lancé sa stratégie de sécurité nationale (NSS) 2020, qui intègre l'égalité des sexes et respecte tous les piliers du plan d'action national pour les femmes, la paix et la sécurité des Îles Salomon (SIG-MWYCF, 2017). Depuis 2015, la Chine s'est engagée à faire progresser la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies en réalisant des progrès en matière de réduction progressive des dépenses militaires, de réduction des armes, de désarmement, d'augmentation du nombre de femmes soldats de la paix dans les forces déployées par l'ONU et en s'engageant dans la lutte contre la traite transnationale des femmes et des filles (Guo et Han, 2022. 284-292).

Malgré les engagements susmentionnés, les principales organisations de femmes n'ont jamais été consultées, lors de l'élaboration de l'accord de sécurité entre la Chine et les îles Salomon. L'étude a montré que les femmes des Îles Salomon voient une contradiction entre l'accord de sécurité et ses conséquences sur leur vie quotidienne. Cependant, elles ont exprimé des inquiétudes quant à l'absence de larges consultations avec les organisations de la société civile et de prise en compte du rôle clé historiquement joué par les femmes dans les processus de construction de la paix dans le pays. Ils ont également exprimé des inquiétudes quant à l'utilisation éventuelle d'armes qui pourrait être catastrophiques pour les femmes et les enfants, comme cela a été le cas lors des tensions ethniques de la fin des années 1990 (Fangalasuu *et al*, 2011).

L'Australie a signé un traité de sécurité bilatéral avec les Îles Salomon en 2017 et a soutenu l'élaboration du WPS NAP 2017-2021 des Îles Salomon. L'engagement continu de l'Australie en faveur de la WPS soutient la formulation de politiques, la lutte contre la violence domestique, la promotion des femmes à des postes-clés de direction au sein des forces de police et le renforcement de la capacité des femmes à contribuer à la paix et à la sécurité par le biais d'agences : pourtant l'Australie ne parvient toujours pas à faire participer les femmes aux discussions sur les questions militaires et de sécurité. Elle a une approche de la sécurité dans les Îles Salomon qui est proche de celle de la Chine qui, en dépit de ses engagements à l'égard des résolutions WPS adoptées par le Conseil de sécurité des Nations Unies, n'a pas pris en compte la voix des femmes pendant les négociations de l'accord de sécurité entre la Chine et les îles Salomon.

Néanmoins, il pourrait être possible de maximiser les avantages du nouveau partenariat du pays avec la Chine, tout en tirant parti des opportunités actuelles avec l'Australie. Il s'agit notamment de plaider en faveur de l'inclusion de la voix des femmes dans les discussions sur la sécurité de l'État, y compris dans le domaine militaire ; d'être ouvert à l'établissement d'une relation positive avec la Chine pour faire progresser le développement des femmes ; de tirer parti des intérêts géopolitiques pour s'attaquer aux causes profondes de la dissidence dans le pays et de renforcer les politiques de sécurité nationale afin de garantir meilleurs résultats pour le pays, face à l'instabilité croissante de la sécurité dans la région. ▲

Bibliographie

Aqorau, T. (2022). Rethinking Solomon Islands Security. *Devpolicy Blog* [en ligne] [consulté le 4 mai 2023].

Australian Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT) (n.d). *Australia-Solomon Islands Bilateral Security Treaty*. [en ligne].

Australian Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT) (2021). *Australia's National Action Plan on Women, Peace and Security 2021-2031* [en ligne] [Consulté le 5 mai. 2023].

Caso, F. et Pollard, P. (2023). Peacebuilding and feminist foreign policy : Can Australia rebuild relations with Solomon Islands ? *Australian feminist foreign policy coalition*. édition n° 11. pp. 1-4 [en ligne] [consulté le 9 avril. 2023].

Fangalasuu et al. (2011). *Herem kam : story blong mifala olketa mere. Women's Submission to the Solomon Islands Truth and Reconciliation Commission*. [en ligne] [consulté le 21 avril. 2023]

Guo, Y. et Han, Z. (2022). Achieving sustaining peace through preventive diplomacy. [en ligne] *Asian Regional Cooperation Studies*. Vol.6. pp. 284 292.

SIG-Ministry of Women, Youth, Children, and Family Affairs (MWYCFA). *Solomon Islands Women Peace and Security, National Action Plan 2017-2021*. Honiara, SIG. pp. 12 [en ligne] [consulté le 5 novembre 2022].



Patricia Sango Pollard

Patricia Sango Pollard est une chercheuse indépendante dans le domaine de l'égalité des sexes, des droits des femmes et de l'inclusion sociale dans les Îles Salomon. Elle a l'expérience dans la gestion du programme du Mouvement d'action pour les droits des femmes des Îles Salomon et siège au conseil d'administration d'organisations qui défendent les droits des femmes et la protection de l'enfance. Elle travaille actuellement avec des organisations locales et régionales et des partenaires de développement aux Îles Salomon, où elle fournit des conseils sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. L'un de ses récents travaux, en 2023, était un document d'orientation destiné au gouvernement australien sur la consolidation de la paix et la politique étrangère féministe axée sur les Îles Salomon, dans le cadre de l'université La Trobe en Australie. Elle a obtenu un master en études du développement à l'université du Pacifique Sud en 2014, avec un mémoire sur l'impact de l'aide au développement sur les programmes d'égalité des sexes dans les Îles Salomon.

↑

LA QUESTION DU GENRE DANS LE 'SOFT POWER' EXERCÉ PAR LA CHINE DANS LE SUD GLOBAL

*par Govind Kelkar
et Ritu Agarwal*



Cette étude présente une analyse de la question du genre dans le cadre du “soft power” exercé par la Chine dans le Sud Global. Le Parti communiste chinois (PCC) accorde une attention soutenue à la façon dont la Chine est perçue dans le monde. Le concept de “soft power”, ou puissance douce, de Nye met en évidence trois sources majeures de soft power : la culture, les valeurs et la politique étrangère (Nye 2004:5). La définition chinoise du *soft power* (软实力, ruǎn shí lì) met toutefois l’accent sur la dimension culturelle ; elle tend à combiner la culture traditionnelle avec l’idéologie, l’histoire, la moralité et la gouvernance économique. Le soft power dans le contexte chinois est différent du *soft power*, tel qu’expliqué par Nye. Le concept chinois de soft power voit des frontières fluides entre le *hard power*, ou puissance dure, (硬实力 yìng shí lì) et le *soft power*, en les considérant comme symbiotiques et se renforçant mutuellement. En Chine, le soft power est associé à la stabilité politique et à la cohésion sociale (Repnikova, 2022:52). Par exemple, l’internationalisation des médias et des établissements d’enseignement supérieur chinois est associée à la croissance de nouveaux marchés et à la génération de revenus pour les universités chinoises. Il est intéressant de noter que la puissance douce de la Chine tient également compte de facteurs nationaux, bien que ceux-ci soient souvent subtils mais perceptibles. La grandeur et la somptuosité des expositions et des événements sportifs ont été utilisées comme une vitrine pour les citoyens chinois, une vitrine de la puissance et de la prospérité de la Chine.

Après avoir examiné les caractéristiques distinctives de la puissance douce de la Chine, l’article soulève des questions importantes sur la prise en compte du genre dans les outils chinois de ‘soft power’. Tout au long de l’histoire de la République populaire de Chine (RPC), les dirigeants du parti et du gouvernement ont à maintes reprises critiqué la persistance des idées féodales dans les relations sociales patriarcales et ont apporté des corrections politiques en faveur de l’émancipation sociale et économique des femmes en leur donnant des droits sur les biens, en les libérant de l’emprise familiale et en leur permettant de travailler en dehors du foyer familial. En outre, la direction du parti-État dans de nombreuses réunions multilatérales (par exemple, CEDAW, ODD) a reconnu le rôle important des femmes et s’est engagée en faveur de l’égalité des sexes et des droits des femmes. Cependant, la préoccupation pour les droits des femmes et l’égalité des sexes n’a pas trouvé sa place dans les politiques étrangères de la Chine ou dans les négociations commerciales avec les pays du Sud global.

Il est vrai que la Chine a atteint son objectif de “soft power” en créant une histoire positive du développement économique de la Chine, une économie de marché socialiste avec des caractéristiques chinoises. La recherche montre que l’émergence de la Chine en tant que puissance mondiale, avec ses propres spécificités culturelles et politiques, est appréciée. Les stratégies chinoises de “soft power” ont eu un impact significatif par le biais du soutien diplomatique, des investissements, des échanges dans l’enseignement supérieur et des instituts Confucius dans de nombreux pays d’Asie et d’Afrique. Au Népal et au Pakistan, la

Chine est devenue une destination de choix pour les étudiants qui souhaitent poursuivre des études supérieures, y compris des doctorats.

Malgré son succès en matière de “*soft power*”, l’expérience de la Chine en matière de développement socialiste suggère qu’il n’est pas réaliste de s’attendre à ce que l’égalité entre les hommes et les femmes suive automatiquement l’établissement d’un système socialiste. Elle suggère plutôt que les femmes luttent pour surmonter la subordination de genre et l’exclusion des femmes de la prise de décision en matière de développement social, économique et politique, ce qui risque de se poursuivre si l’on tend à englober l’égalité des sexes dans le développement socio-économique général, y compris dans les programmes de réduction de la pauvreté. Le patriarcat structurel n’autorisera au mieux qu’un changement marginal dans la position des femmes, en tant que preuve symbolique de la non-discrimination et de l’intégration des femmes.

L’expérience de la Chine suggère, en outre, que sans une transformation fondamentale des relations de pouvoir au sein de la famille, les femmes ne pourront pas se libérer de l’enfermement domestique, et toute tentative de construction et de narration d’une “bonne histoire de Chine” risque de ne pas être concluante. Les principes confucéens de la responsabilité des femmes, de l’“harmonie familiale”, l’obéissance et le travail de soins comme composantes majeures de la culture chinoise sont susceptibles de renforcer les structures patriarcales traditionnelles d’inégalité des femmes en Chine et dans les pays du Sud. D’autres recherches sont nécessaires pour déterminer si ces principes ont été modifiés ou remplacés par des droits des femmes aux ressources et à la liberté par rapport au système familial traditionnel de subordination et de discrimination des femmes.

Il est important de noter que le mouvement des femmes en Chine et de nombreuses organisations professionnelles féminines ont formulé des demandes concertées pour obtenir l’égalité des droits en matière de ressources, de prise de décision et de partage des tâches domestiques. Toutefois, il a été noté que les déclarations politiques de la République Populaire de Chine (tant au niveau national que multilatéral) abordent les conditions d’inégalité et de marginalité de l’existence sociale des femmes.

Cependant, elles n’ont guère été suivies d’effet en raison de normes et de pratiques patriarcales explicitement obligatoires qui ont rendu les politiques nulles et non avenues. Cela nous amène à conclure que s’il n’y a pas de changement fondamental dans les perceptions et les pratiques des hiérarchies entre les sexes, il semble y avoir peu d’espoir de parvenir à l’égalité des sexes et à l’autonomisation des femmes. Ce changement fondamental consiste 1) à ne plus considérer l’égalité des femmes comme un sous-ensemble de la réduction de la pauvreté ou de la prospérité économique et 2) à créer un environnement favorable dans lequel la politique et la pratique de l’égalité des sexes constituent un aspect intégré ou explicite du système culturel et politique et des négociations commerciales de la Chine. Bien entendu, cela implique également de réaliser l’égalité et la dignité des femmes

et de les libérer des attitudes masculines, au sein du foyer et des structures de gouvernance. L'avenir d'une Chine plus puissante, avec une "bonne histoire" à raconter au monde, réside dans le renforcement de l'action des femmes, leurs droits aux ressources et à la prise de décision politique sans médiation (et non par l'intermédiaire du ménage et de son chef), à l'absence de violence et au contrôle de leur vie. ▲

Bibliographie

Nye, J. S. (2004) *Soft Power: The Means of Success to World Politics*, New York: Public Affairs.

Repnikova, M. (2022) *Chinese Soft Power, Elements in Global China*, Cambridge University Press.



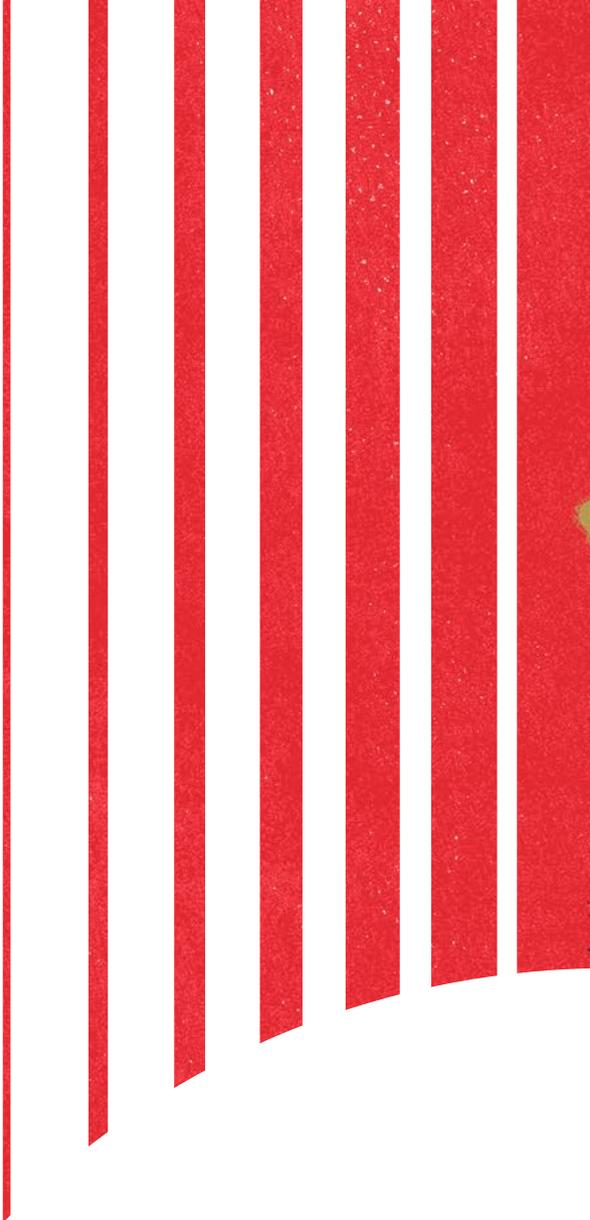
Govind Kelkar

Govind Kelkar est une chercheuse féministe, titulaire d'un doctorat en économie politique de la Chine. Elle est professeure invitée au Conseil pour le développement social et à l'Institut pour le développement humain, en Inde. Elle est directrice exécutive du Centre GenDev pour la recherche et l'innovation, en Inde et a été conseillère principale chez Landesa, à Seattle, aux États-Unis (mai 2013-mars 2020). Dans le cadre de ses fonctions simultanées, la professeure Kelkar a été coordinatrice de la recherche internationale d'ENERGIA International, aux Pays-Bas, et responsable de la recherche sur le genre et l'énergie à la Fondation de recherche Swaminathan, à Chennai. Elle est professeure adjointe reconnue à l'Institut asiatique de technologie, à Bangkok, Thaïlande. La professeure Kelkar est professeure honoraire à l'Institut d'ethnologie de l'Académie des sciences sociales du Yunnan, en Chine, et professeure honoraire à l'Institut d'études chinoises de Delhi. Elle est l'auteure de seize livres et de nombreuses publications scientifiques. Elle a récemment coécrit le livre *Witch Hunts : Culture, Patriarchy and Structural Transformation*, Cambridge University Press, 2020.



Ritu Agarwal

Ritu Agarwal est professeure associée au Centre for East Asian Studies, School of International Studies, Jawaharlal Nehru University. Elle est titulaire d'un doctorat en études chinoises de l'université de Delhi. Elle a obtenu une maîtrise en sciences politiques à l'université Jawaharlal Nehru. Son travail de doctorat a porté sur la transformation agraire au niveau microéconomique dans la province du Yunnan et elle s'intéresse actuellement aux questions de transformation provinciale, en particulier dans le Yunnan. Ses recherches portent sur l'économie politique rurale, l'urbanisation, les droits de propriété, les études de genre et les politiques provinciales et chinoises. Mme Agarwal a étudié le mandarin à l'Université de la langue et de la culture de Beijing. Elle a été chercheuse invitée à l'Académie des sciences sociales du Yunnan, à Kunming et chercheuse invitée à l'Université Minzu du Yunnan et, plus récemment, à l'Université du Yunnan. Elle a également été affiliée à l'Université chinoise de Hong Kong et à l'Institut de l'Asie de l'Est de l'Université nationale de Singapour, afin de collecter du matériel pour son travail de recherche.



**QUAND LA
SOCIÉTÉ CIVILE
CONTESTE LA
CHINE GLOBALE :**
*Défis et opportunités des
actions transnationales
de la société civile
en matière de genre
dans les projets
d'infrastructure
soutenus par la Chine
dans le Sud global*

par Laura Trajber Waisbich



Un aspect important de la Chine globale est son rôle croissant dans le développement international. La Chine est aujourd’hui l’un des principaux bailleurs de fonds et constructeurs de grands projets d’infrastructures énergétiques dans les pays du Sud.

Bien que cruciaux pour la croissance économique, les projets énergétiques financés par la communauté internationale ont mobilisé la société civile sur le plan local, national et international, y compris avec des campagnes visant à suspendre complètement les projets (Shipton et Dauvergne, 2021 ; Shieh, 2022 ; Waibich, 2022). La contestation et même la résistance de la société civile aux projets proposés sont nées de la perception des impacts négatifs inégalement répartis des grandes centrales électriques, notamment sur les communautés locales et l’environnement (Tan-Mullins, Urban et Mang, 2017 ; Middleton, 2022). Dans de nombreux cas, les femmes ont été en première ligne pour contester ces projets (Amar et al., 2022). Ces dernières années, les considérations relatives à l’impact sur le genre ont gagné en importance parmi les bailleurs de fonds traditionnels du développement international, avec des efforts lents mais constants pour intégrer la dimension de genre dans la construction d’infrastructures (voir, par exemple, OECD n.d.). On reconnaît de plus en plus que les grands projets d’infrastructure, y compris les centrales électriques, ont un impact différent sur les femmes.

↑ Cet article revient sur des cas emblématiques de mobilisation de la société civile transnationale qui ont eu lieu, dans les années 2010, et ont réussi à stopper des centrales hydroélectriques et au charbon soutenues par la Chine avant leur achèvement et, ce, avant que ces projets n’aient un impact total sur le terrain. Il s’agit des barrages de Myitsone et de Cheay Areng, situés respectivement au Myanmar et au Cambodge, et de la centrale électrique au charbon de Lamu, au Kenya. En réexaminant ce que les universitaires et les activistes considèrent généralement comme des exemples de mobilisation transnationale “réussie” (Kirchherr, 2018 ; Yeophantong, 2020 ; Chheat, 2022) dans deux régions différentes (Asie du Sud-Est et Afrique de l’Est), l’article propose un compte rendu comparatif des dynamiques de contestation passées (acteurs, cadrage des problèmes et stratégies) et une évaluation de la manière dont les préoccupations et les considérations de genre ont été prises en compte dans des campagnes transnationales très visibles. Juxtaposées, ces mobilisations transnationales passées contestant des projets soutenus par la Chine dans le Sud global offrent des perspectives de recherche et de politique pertinentes. Tout d’abord, les acteurs nationaux, notamment les communautés locales (dont beaucoup de peuples indigènes et de minorités ethniques) et les organisations non gouvernementales (ONG) engagées dans la défense de l’environnement, ont ensuite soutenu les groupes nationaux, faisant de la contestation une affaire transnationale. Deuxièmement, les groupes de la société civile ont poursuivi des stratégies multiples pour contester les projets. Alors que la mobilisation s’est principalement concentrée sur l’annulation des décisions politiques des “gouvernements hôtes”, dans la mesure du

possible, les parties prenantes chinoises (gouvernement, financiers et constructeurs) et d'autres financiers internationaux ont également été approchés. Troisièmement, les acteurs de la société civile ont organisé et construit leurs campagnes principalement autour des risques environnementaux, des dommages et de l'impact des projets sur le terrain. Les droits de l'homme et les questions sociales ont également été soulevés, notamment les droits des communautés, mais la mobilisation transnationale a été largement aveugle aux questions de genre. Des inquiétudes quant à l'impact des projets sur les droits, les moyens de subsistance et la santé des femmes, ainsi que les inégalités entre les sexes et la violence fondée sur le sexe figuraient, de manière marginale, dans tous les cas analysés. Quatrièmement, les acteurs de la société civile en Chine se sont engagés dans ces "projets controversés", notamment en Asie du Sud-Est, selon leurs propres termes, plutôt que de se joindre ouvertement à des campagnes de résistance transnationales contradictoires. Leur collecte d'informations sur place, l'engagement des parties prenantes et leur travail de plaidoyer tournaient principalement autour de la responsabilité des entreprises et des questions environnementales, ce qui témoigne d'une même cécité à l'égard des considérations de genre. Enfin, le fait que les questions de genre et les voix de la société civile chinoise soient peu présentes dans la mobilisation transnationale ne signifie pas pour autant que ces préoccupations et ces acteurs n'étaient pas présents. Au contraire, et pour différentes raisons, y compris les politiques et les tactiques organisationnelles, ces questions n'ont pas été prioritaires dans les déclarations publiques et les documents de plaidoyer.

Sur la base de ces résultats, le document examine ensuite les défis et les opportunités pour l'activisme transnational de la société civile lié au genre dans le contexte des grands projets d'infrastructure énergétique soutenus par la Chine. Il commence par analyser d'un œil critique deux angles morts identifiés dans des mobilisations transnationales par ailleurs "réussies" : les considérations de genre et l'engagement des alliés chinois. Il clôt ensuite la discussion en proposant des recommandations sur la manière de renforcer les coalitions transnationales qui sont plus sensibles aux questions de genre et plus inclusives des voix chinoises et basées en Chine à l'avenir. Il s'agit notamment de favoriser les liens entre les organisations en Chine et entre celles-ci et celles qui surveillent déjà activement les grands projets d'infrastructure de la Chine à l'étranger, dont beaucoup font partie du mouvement écologiste. L'élargissement de ces coalitions peut permettre de combler les lacunes sur le lien entre le genre et l'environnement dans le contexte de la Chine globale, d'aider les groupes de la société civile du Sud à mieux décoder les acteurs chinois sur le terrain et à s'engager auprès d'eux et de sauvegarder les efforts de plaidoyer des groupes à l'intérieur de la Chine. Forger de nouveaux types de collaboration "intérieur-extérieur" (voir Fox et Brown, 1998) sur la Chine globalisée peut contribuer à dissuader les parties prenantes chinoises de planifier ou d'accepter de financer ou de construire des "projets controversés" à des stades précoces, évitant ainsi les résistances locales et les campagnes visant à stopper les projets à des stades ultérieurs. ●

Bibliographie

Amar, P., Rofel, L., Viteri, M.A., Fernandez-Salvador, C., and Brancoli, F. (eds) (2022) 'Introduction. China Stepping Out, the Amazon Biome, and South American Populism'. En *La ruta de la seda tropical. The Future of China in South America*, pp.1-40. Redwood City. Redwood City: Stanford University Press.

Chheat, S. (2022) 'Contesting China-funded Projects in Cambodia : The Case of Stung Chhay Areng Hydropower', *Asian Studies Review*, 46(1), pp. 19-35.

Fox, J. et Brown, L.D. (éds.) (1998) *The Struggle for Accountability : The World Bank, NGOs, and Grassroots Movements*. Cambridge, Mass. et Londres, MIT Press.

Kirchherr, J. (2018) 'Strategies of Successful Anti-Dam Movements : Evidence from Myanmar and Thailand', *Society & Natural Resources*, 31(2), pp. 166-182.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (n.d) 'Gender in infrastructure', oecd.org. [\[en ligne\]](#) (consulté le 11 juillet 2023).

Middleton, C. (2022) 'The political ecology of large hydropower dams in the Mekong Basin: A comprehensive review', *Water Alternatives*, 15(2), pp. 251-289.

Shieh, S. (2022). 'Civil Society's Multifaceted Response to China's Belt and Road Initiative', *Global China Pulse*, 1(1), pp. 99-109.

Shipton, L. et Dauvergne, P. (2021). 'The Politics of Transnational Advocacy Against Chinese, Indian, and Brazilian Extractive Projects in the Global South', *The Journal of Environment & Development*, 30(3), pp. 240-264.

Tan-Mullins, M., Urban, F. et Mang, G. (2017).. 'Evaluating the Behaviour of Chinese Stakeholders Engaged in Large Hydropower Projects in Asia and Africa', *The China Quarterly*, 230, pp. 464-488.

Waisbich, L.T. (2022). "The Bank We Want" : Chinese and Brazilian Activism around and within the BRICS New Development Bank', in P. Amar et al. (éds.) *The Tropical Silk Road*. Redwood City : Stanford University Press, pp. 190-203.

Yeophantong, P. (2020) . 'China and the Accountability Politics of Hydropower Development : How Effective are Transnational Advocacy Networks in the Mekong Region ?', *Contemporary Southeast Asia*, 42(1), pp. 85-117.



Laura Trajber Waisbich

Laura Trajber Waisbich est une spécialiste de la coopération Sud-Sud. Elle a plus de dix ans d'expérience en matière de recherche et de politique dans le domaine du développement, de la politique étrangère et des droits de l'homme. Elle est politologue et experte en relations internationales et détient un doctorat en géographie de l'Université de Cambridge. Laura est actuellement chargée de cours au département d'études latino-américaines et directrice du programme d'études brésiliennes au Centre latino-américain de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni). Elle est également affiliée à trois groupes de réflexion basés au Brésil : le Centre de recherche et de politique sur coopération Sud-Sud (Articulação SUL), le Centre brésilien d'analyse et de planification (CEBRAP) et l'Institut Igarapé.

**PUBLIÉ EN
FEVRIER 2024**

ÉQUIPE ÉDITORIALE

Cai Yiping
Sharan Sindhu

COMITÉ EXÉCUTIF DE DAWN

Cai Yiping
Claire Slatter
Corina Rodríguez Enríquez
Flora Partenio
Gita Sen
(Co-coordinatrice générale)
Kamala Chandrakirana
(Co-coordinatrice générale)
Kholoud Al-Ajarma
Kumudini Samuel
María Graciela Cuervo
(Co-coordinatrice générale)
Masaya Llavaneras Blanco
Vanita Mukherjee

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE DAWN**

Lydia Alpizar
Fatou Sow
Sandra Tarte
Sonia Corrêa
Tara Chetty
Vivienne Taylor
(Présidente du conseil d'administration)

SECRETARIAT MONDIAL DE DAWN

Administratrice
Sharan Sindhu

Responsable des finances
Nailagovesi Vakatalai

Coordinatrice de programme
Lillian Bing

Chargée d'administration/programme
Kajal Matthew

Assistante administrative/financière
Ana Rakacikaci

Chargée de recherche
Sala Weleilakeba

Agent financier junior
Simran Singh

Chargé de communication
Ricardo D'Aguiar

**Responsable de la communication
en ligne**
Leda Antunes

**Chargée de la coordination des
communications**
Giulia Rodrigues

Conceptrice en chef
Marla Rabelo

Conceptrice junior
Raquel Cappelletto

Téléchargez ici les
numéros précédents de
DAWN informe.



DAWN Informe

©2024 by DAWN under a Creative Commons
Attribution-Non Commerciale NoDerivatives 4.0
Licence internationale. (CC BY-NC-ND 4.0)

REJOIGNEZ-NOUS EN LIGNE



Ce document de travail a été traduit par DeepL, un système automatisé, avec des révisions par DAWN.

📍 Secrétariat mondial, JP Bayly Trust Building,
Level 2, 193 Rodwell Road, Suva, Fiji.

🌱 Pensez à l'environnement : n'imprimez pas ce document si vous pouvez l'éviter.

Remerciements

DAWN remercie vivement les conseillers de projet qui ont contribué à l'élaboration du cadre de recherche et à l'examen des études de cas.

Peggy Antrobus

Siran Huang

T. Tu Huynh

Susie Jolly

Yingtao Li

Haifang Liu

Claire Slatter

Chuanhong Zhang

Yin Yu et Lizhen (Momo) Zhang, associées au projet DAWN, ont contribué au cadre de recherche et à la coordination de ce projet.



ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT AVEC
LES FEMMES POUR UNE NOUVELLE ÈRE